



Préambule

Selon le philosophe Fabien Eboussi Boulaga: « Ceux qui nous gouvernent ont posé comme principe intangible la résolution suivante : ne montrer aucun signe de faiblesse. Ils l'ont tenue et appliquée, en l'interprétant ainsi : il ne faut faire aucune concession, sinon pour la forme, en la vidant de tout contenu ou à titre de ruse ou de diversion avant d'user de la force. »

La préparation et la tenue de l'élection présidentielle annoncée pour cette année 2011 revêtent une importance primordiale pour l'avenir du pays, car elle se déroulera dans une situation géopolitique caractérisée par une fin de cycle d'un système politique, un échec du système UNC-RDPC (Union Nationale Camerounaise/Rassemblement démocratique du Peuple Camerounais) qui gère le pays depuis cinquante (50) ans d'Indépendance et de Réunification, et une fin de règne d'un dictateur. Le Cameroun pourrait basculer dans des violences postélectorales comme en Côte d'Ivoire ou au Kenya dans le cas d'une élection non transparente et antidémocratique. Les faits majeurs ayant jalonné le « règne » des deux épisodes de type parti-Etat, l'UNC (sous M. Ahmadou Ahidjo de 1960 à 1982) d'abord, le RDPC, depuis ces 25 dernières années (sous M. Paul Biya de 1982 à nos jours) ensuite, se caractérisent par: (i) une répression féroce des Patriotes en général et des Nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) en particulier ; cette culture de la répression se

manifeste par une militarisation, une violence délibérée des forces de l'ordre, un mépris de la société civile, une opposition à la démocratisation et un verrouillage de la démocratie. (ii) Un mode de gouvernement qui se manifeste par une surpuissance, une ethnicisation à outrance de l'Etat et de l'administration, une gabegie inégalée, une dépendance multiforme vis-à-vis des partenaires au développement et autres bailleurs de fonds étrangers.

Au-delà de ces tares généralisées, depuis le 6 novembre 1982, M. Paul Biya a accentué la crise de l'Etat au Cameroun par son irresponsabilité et celle de la haute administration civile et militaire. Son mode de gouvernement a généré un laisser-aller et une inertie au niveau de ses gouvernements successifs. Sa personnalité est caractérisée par un comportement d'absence chronique sur la scène internationale, les carences individuelles à diriger et sa volonté à s'éterniser au pouvoir. Toute chose qui accentue son impopularité. Pour ce faire, il est tout d'abord question d'esquisser certains facteurs dégradants de la situation nationale actuelle, avant de suggérer une des solutions idoines pour un Cameroun démocratique, prospère et digne.

Aperçu du contexte actuel

Le régime de M. Paul Biya se fonde sur un mode de gouvernement archaïque générant une violence structurelle, un Etat refusant toute élection libre, transparente et crédible. M. Paul Biya détermine le fonctionnement de ELECAM (choix, nomination et suspension des membres, financement) comme viennent de le prouver les derniers textes législatifs adoptés par l'Assemblée nationale en avril 2011 servant plutôt à verrouiller le système électoral. Les dernières nominations n'arrangent rien. De l'Observatoire National des Elections (ONEL) à Elections Cameroon (ELECAM), aucune structure ne dispose de moyens institutionnels, politiques ou matériels pour garantir et assurer le déroulement d'élections transparentes et crédibles au Cameroun. D'où absence de véritable démocratisation et activisme d'un pouvoir législatif agissant comme une chambre d'enregistrement et un pouvoir judiciaire aux ordres de l'exécutif.

En fait, depuis des décennies, l'élection au Cameroun est devenue un facteur de blocage et de répression, alors qu'elle devrait jouer un rôle d'accélérateur du progrès et du mieux-être des populations. Elle devrait surtout favoriser et entretenir l'émulation traduite par un perpétuel renouvellement de leadership dans la paix sociale, la participation de tous et le respect du droit. D'où l'urgence des élections démocratiques. En outre, nous sommes en présence d'un système gangrené par de mauvaises pratiques : Une gouvernance corrompue et un incivisme structurel, sur tous les niveaux, sur toutes les échelles et dans tous les systèmes d'acteurs. Une criminalité économique au plus haut niveau faisant du Cameroun un des pays le plus corrompu du monde, créant un environnement malsain pour les affaires et une menace permanente sur les investissements. Une population aux portes de la pauvreté, voire de la misère, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Une grave crise sociale et la grogne chez les jeunes impuissants devant le chômage massif et structurel, le VIH/Sida et l'abêtissement ambiant. Ceci cause un exode massif dans cette frange fragile de la population et une dislocation des familles due aux pressions et aux charges psychologiques. Une dégradation avancée des localités urbaines et rurales rendant les cités camerounaises de plus en plus dangereuses, improductives et invivables (manque d'eau potable et d'électricité). Des secteurs de développement non maîtrisés malgré la disponibilité de nombreuses ressources et potentialités.

La problématique de la Réunification du Cameroun demeure d'actualité ; les revendications légitimes des populations de l'ancien « Western Cameroon » demeurent insatisfaites car la région dite « anglophone » est marginalisée sur les plans politique, économique et linguistique. Signe manifeste de cette frustration, des organisations « sécessionnistes » ont vu le jour depuis quelques années et leurs membres déclarés sont régulièrement féroce ment réprimés et emprisonnés. Les frustrations régionales découlent surtout de l'absence d'une conception nationale du vivre ensemble qui transforme en handicap ce qui devrait être un facteur de richesse culturelle pour notre Pays. Après avoir observé tous les changements politiques survenus en Afrique depuis des décennies, les Patriotes camerounais optent pour une Refondation sociétale dont une condition majeure et incontournable est la Transition systémique.

Une Transition systémique

Au Cameroun, pour édifier un Etat républicain, décentralisé, démocratique, laïc, fort et prospère, la simple transition démocratique ne suffit plus. Il est urgent de renouveler les hommes et les femmes, les institutions et surtout le système d'organisation et de gouvernance. Les Camerounais doivent, urgemment par une Refondation sociétale, édifier un Etat de droit moderne. Par conséquent, des Citoyens camerounais lancent une initiative patriotique pour garantir la paix sociale par-delà les évènements politiques.

Dans le passé, des initiatives (Tripartie, Candidature Unique de l'Opposition, Livre Blanc des Modernistes...) et aujourd'hui, d'autres propositions (L'Offre Orange, CNT/RD, etc.) sont proposées aux Camerounais. Par conséquent, le changement de leadership et l'alternance politique s'avèrent urgents et salvateurs dans le cadre d'un sursaut national et patriotique. Seules une Transition systémique et une Refondation sociétale peuvent juguler le Cameroun des crises et le Cameroun en crise. Le défi majeur consiste à assurer une évolution stable du processus démocratique engagé dans la transition par l'instauration des institutions démocratiques véritablement indépendantes, transparentes, complémentaires et cohérentes les unes des autres. En plus de la démocratisation ou la consolidation de la démocratie, la transition politique désigne le passage d'un système politique à un autre. C'est l'occasion où le Cameroun devra mener ses réflexions et stratégies pour vivre enfin sa souveraineté pleine, le confirmer dans son statut de « puissance régionale » en Afrique et de « puissance diplomatique », réaffirmer le leadership de notre Pays dans le combat panafricaniste.

Au Cameroun, la Transition Systémique devra être une transition négociée visant à la construction d'un ordre politique post-Dictature est sous-tendue par une philosophie de Réconciliation nationale. Sans tomber dans un intérim administratif, notre transition historique permettra d'introduire un nouveau mode de gestion sociale. Le changement qui s'impose par conséquent se définit comme toute transformation observable dans le temps et dans l'espace, affectant en permanence la structure et le fonctionnement de la société/communauté tout en modifiant de manière positive le cours de son histoire.

La Transition Systémique doit toucher le noyau de l'architecture institutionnelle et structurelle. Pour ce faire, seul un Gouvernement légitime, c'est-à-dire dont les membres reçoivent l'onction du Parlement de transition, sera en mesure de mobiliser l'ensemble des Forces Vives de la Patrie pour faire face à la crise profonde que subit la Nation. Cette mission incombe donc à un Gouvernement de Transition Historique et Démocratique (GTHD).

Les principes, objectifs, modalités et missions

La Transition Systémique sera l'implémentation et l'application d'un nouveau mécanisme et d'une nouvelle vision du Cameroun pour sa Refondation sociétale. Ses principes généraux sont : La mobilisation de la Nation pour refonder la République La Refondation de l'architecture institutionnelle et structurelle L'adoption d'une Constitution et d'un Code électoral unique

L'organisation des élections générales La légitimation de l'Etat par le Droit.

Ses objectifs principaux sont les suivants: Réconcilier les Camerounais sur la base d'un réarmement éthique ; Créer les conditions pour la relance de l'économie nationale en assurant le bien-être social et l'égalité de chance à tous; Consolider le leadership du Cameroun en Afrique pour édifier les Etats-Unis d'Afrique.

Ses modalités essentielles (missions) sont :

1) Convocation et organisation d'un Forum National de la Refondation (Formations politiques légalement déclarées, organisations de la Société civile, représentations coutumières et religieuses, corporations –avocats, médecins, ingénieurs, etc.- syndicats légalement déclarés, sociétés de droits d'auteurs –pour artistes- etc.). Le Forum national de la Refondation a pour principales missions : Permettre aux représentants du Peuple de débattre sur les questions essentielles de la Refondation du Cameroun; déterminer les modalités de gestion de la période transitoire; fixer la date des futures élections générales; favoriser la Réconciliation nationale; jeter les bases institutionnelles d'une Paix nationale indispensable à tout développement.

2) Mise en place des institutions de la Transition par les membres élus du Forum,

3) Désignation d'un Comité de Textes fondamentaux,

4) Gestion des affaires régaliennes et courantes,

5) Elaboration des textes fondamentaux (Lois et Règlements) de la nouvelle République,

6) Approbation par référendum,

7) Organisation des élections générales nationales et locales sous l'égide d'une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) composée de personnalités neutres et indépendantes et d'un Code électoral unique dont les attributions figureront dans la Constitution.

L'opérationnalisation des principes, des objectifs, des modalités et des missions de la Transition Systémique repose sur le triptyque des principes d'action suivant : a) Rupture consensuelle, b) Rupture organisée, et c) Rupture programmée.

La période de Transition s'achève avec le transfert du pouvoir par des élections démocratiques grâce à : l'institution d'un Organe indépendant des élections en lieu et place de ELECAM, l'adoption d'un Code électoral consensuel unique, la mise en place d'une commission paritaire pour le suivi du processus d'informatisation des données électorales, la valorisation de la constitutionnalisation de certaines dispositions électorales, la re-légalisation de la présence des acteurs politiques et des représentants des candidats dans le processus électoral.

Ainsi, au terme de la période de Transition systémique, il appartiendra au peuple camerounais de doter le pays d'un nouveau régime, légitime et stable, donc démocratique.

Les institutions

Lancer la Refondation du Cameroun nécessite des institutions aptes à relever les défis passés, actuels, futurs et dignes de nos ambitions patriotiques. La nouvelle architecture institutionnelle sera donc structurée autour de : Un Exécutif (un chef d'Etat et un Gouvernement de Transition Historique et Démocratique (GTHD), Un Parlement (un Collège de Sages et une Assemblée du Peuple), Un pouvoir judiciaire de transition par la mise en place des organes de contrôle et de recours, Une Haute Autorité de l'Ethique, Un Médiateur de la République.

L'une des missions des institutions de la Transition systémique concerne la réalisation par une Commission Nationale d'Investigation et de Restitution (CNIR) d'un audit général sur la situation de la Nation. Il sera également mis en place une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) qui a pour missions de revisiter l'Histoire de notre Patrie, impulser et gérer la politique de Réconciliation nationale et réécrire notre Histoire commune. Dans ce cadre, le Cameroun a besoin de plus qu'un «dialogue politique national». Notre Pays et notre Peuple veulent une véritable réconciliation nationale couvrant la période 1960 à nos jours.

Les Forces Vives éliront en leur sein les membres des institutions pour le fonctionnement harmonieux de la Transition dont la durée ne devrait pas dépasser trois (03) ans.

Les chantiers de la Transition systémique

À l'issue du Forum national de la Refondation et suivant les recommandations y découlant, il sera mis en place un Comité des Textes Fondamentaux. Il se chargera d'élaborer et de proposer aux instances parlementaires: un Avant-projet de Constitution, un Avant-projet du Code électoral, un Avant-projet de la Charte des Partis politiques, un Avant-projet de Statut de l'Opposition et un Avant-projet de la Charte d'accès à l'information publique.

La période transitoire devra engager le Cameroun dans des réflexions globales, perspectives,

prospectives et profondes à mener dans divers secteurs de la vie nationale selon les principes de la Palabre africaine.

Le Gouvernement de Transition Historique et Démocratique (GTHD) prendra une série de mesures politiques et socio-économiques destinées à redonner espoir aux Camerounais et à résoudre les questions urgentes liées à leur vie quotidienne.

Les sujets du quotidien à traiter sont :

Au plan social, les services sociaux de base tels que la Santé, l'éducation, l'assainissement constituent des secteurs prioritaires. Par ailleurs, l'état-civil, la promotion du logement social, la prise en compte des personnes handicapées, âgées, en situation difficile, des prisonniers et du genre sont les aspects retenus.

L'amélioration du niveau de vie des populations ne saurait se faire sans une augmentation des salaires et pensions, une meilleure couverture sociale et la signature de conventions collectives, ainsi que la moralisation de la vie publique.

Les chantiers dans les secteurs de l'hygiène, de l'eau potable, de l'assainissement, des transports, de l'agriculture seront soutenues par une diplomatie de développement.

Un cadre de vie agréable suppose la promotion de logements sociaux décents, des matériaux locaux de construction, avec des infrastructures et un niveau d'assainissement standard, la limitation des nuisances sonores, l'aménagement d'espaces récréatifs.

Au plan économique, des secteurs tels que les métiers manuels et l'artisanat, la sécurisation de l'économie populaire, le financement de l'entrepreneuriat privé, les établissements de micro-finances et l'économie solidaire, la fiscalité des TPE (les Très Petites Entreprises), l'accompagnement des Pmi-Pme, la sécurisation des métiers (ben skin, bayam sellam, sauveteur, pousseur, taxeman, etc.), la valorisation des produits manufacturés localement sont à renforcer ou réorganiser.

Le volet Droits humains va s'intéresser aux différentes formes de violence et à la prise en compte des personnes handicapées, âgées, en situation difficile telles que les femmes seules, les enfants dans la rue, les prisonniers, la sécurité des personnes et des biens, etc.

Les droits du consommateur seront respectés par le contrôle des prix et de la qualité des produits, la revue de la tarification de l'eau, d'électricité et des soins de santé, la simplification et

la révision des procédures administratives.

Au niveau de la communication, la fracture numérique doit être comblée dans les régions urbaines et rurales. L'aide à la presse doit être renforcée.

Au plan politique, la gestion de la cité implique une meilleure prise en compte de la société civile, la promotion de la liberté de la presse et l'implication des populations dans les processus de prise de décision les concernant.

Un cadre pour les grands chantiers, tout particulièrement pour la fourniture en électricité, la distribution de l'eau potable, le développement des réseaux routier et ferroviaire, la construction de logements sociaux, le développement de la production vivrière, la facilitation de l'intégration régionale et des échanges avec nos voisins.

5.3. L'élaboration et l'implémentation des (ré) orientations et autres réformes pour le système judiciaire, la fiscalité, la Douane, le recrutement dans la Fonction Publique (civils, militaires et paramilitaires), le mode de gestion des carrières, le système de la solde, la gestion orientée vers les résultats, les mécanismes de suivi-évaluation de l'action publique, les relations entre les usagers du service public et les agents de l'Etat, la lutte contre les mauvaises pratiques, la e-administration.

5.4. L'amélioration de la dépense publique, ce qui voudrait dire notamment le règlement de la dette intérieure de l'Etat, l'optimisation des performances des programmes de type C2D, le remboursement des emprunts obligataires, la révision des procédures des marchés publics et la révision des procédures du BIP - le Budget d'Investissement Public.

5.5. La réforme des institutions telles que la Présidence de la république, la Primature; la refondation de l'architecture générale de nos institutions et la redéfinition des rôles et positions de certains organes notamment les Assemblées, le Conseil économique et social, le Conseil Constitutionnel, la Cour Suprême, la Cour des Comptes, les Forces de Défense et de Sécurité, les grandes Ecoles de formations civiles et militaires.

5.6. Replacer dans l'ordre institutionnel certaines entités notamment l'Inspection Générale des Services, les organes de régulation de la démocratie participative dans l'Administration publique, le Conseil de Discipline de la Fonction Publique, la Haute Autorité de l'Ethique (en lieu et place des Agences de Lutte contre la Corruption et les malversations financières), les Agences de Régulation, le Médiateur de la République et les Chambres Consulaires.

5.7. Recouvrer sa souveraineté nationale est un impératif qui exige que le Cameroun, dans une réflexion profonde et patriotique, balise certaines conditions précises : (i) un leadership étatique, (ii) une autonomie du Cameroun dans les politiques publiques, la définition d'un domaine d'activités stratégiques touchant à sa sécurité nationale et une souveraineté monétaire au sein d'un ensemble géo-économique et géo-financier intégré, (iii) le rôle de la Bourse de Douala dans l'exploration ou l'exploitation des ressources camerounaises, (iv) une gouvernabilité financière saine, basée sur les principes d'intégrité, de transparence et de responsabilité, (v) une stratégie d'endettement et de coopération basée sur la qualité de la signature du Cameroun en vue d'accéder aux marchés privés de capitaux, (vi) notre sortie de l'esprit de

dépendance et de « l'économie de l'aide » pour entrer dans la compétition pour la production des biens et services destinés d'abord à un marché sous-régional à reconstruire, (vii) le traitement du Fonds Monétaire International (FMI) selon l'article IV de ses statuts, (viii) confirmer le Cameroun dans son statut de « puissance régionale » en Afrique centrale et de « puissance diplomatique », (ix) affirmer le leadership de notre pays dans le combat panafricaniste.

Dans sa composition et par son style de travail, l'ensemble des institutions de la Transition systémique créera une nouvelle mentalité, une nouvelle conscience nationale et panafricaine. Quant à ses membres, ils seront un modèle d'intégrité, de responsabilité, de compétence et de dévouement à la chose publique et à l'intérêt général dans leur action quotidienne. Quant au GTHD, il organisera ses activités à l'aide d'une vingtaine de ministères.

Appel du 13 juillet 2011

Dès maintenant, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union Africaine (UA), l'Union Européenne (UE), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Commonwealth, l'Organisation des Nations-Unies (ONU), les Etats-Unis d'Amérique, la France et la Grande-Bretagne devraient travailler avec les composantes de l'Opposition interne et de la diaspora, les autorités compétentes au Cameroun pour que les élections futures débouchent sur des résultats crédibles et acceptables pour tous les acteurs.

Nous, Signataires de la présente Déclaration, interpellons les Jeunes, les Femmes, les Hommes et les Anciens des villes et des campagnes, comme ceux de la diaspora, les partis politiques, y compris le RDPC représenté par ses militants responsables et dignes, les différentes associations et organisations sociales, culturelles ou économiques, toutes les Forces vives de la Nation à défendre massivement les objectifs de cette Initiative citoyenne et à lui apporter l'appui et le soutien nécessaires de toutes natures pour l'accomplissement de l'alternance démocratique au Cameroun.

Les Signataires qui sont des Patriotes soucieux de l'Avenir de notre Pays soumettent cette Initiative au Peuple du Cameroun dont les propositions et suggestions sont attendues à l'email : transitionsystemique@gmail.com

Le 13 juillet 2011

Les Signataires : Adda Pétel Aissatou (Sociologue), Adé Peter (Médecin), Ambamé Zembé Dieudonné (Specialist in Territorial Governability), Ateh M. John (Avocat), Banyongen Serge (Spécialiste en Communication politique), Ela Pierre (Consultant en Droits de l'Homme), Enoh Meyomessé (Journaliste-écrivain), Fouda Delphine (Journaliste), Général Valséro (Artiste-musicien), Guérandi Mbara G. (Enseignant-Consultant international), Guisga Abdou (Economiste- Ingénieur financier), Joe la Conscience (Artiste-Musicien), Ketcha Prince Etienne (Opérateur économique), Ketchemen Lazare (Ingénieur agronome), Kundé Mbai (Journaliste), Marwa Abdoulaye (Economiste), Matibla Patrice (Ingénieur agronome), Minyem Henri Georges (Professeur d'université), Nach Back Charles (Spécialiste en Gouvernance), Nganang Patrice (Ecrivain), Nganbé Michel (au nom de « Révolution camerounaise »), Ngnanga Lucie (Pharmacienne), Ngomo Paul-Aarons (Philosophe-Enseignant), Ngoua André (Géopolitologue), Obama Jean-Calvin (Professeur d'université), Owona Mathieu (Ingénieur-Informaticien, membre de « Diaspora pour la Modernité »), Tuam Léon (Ecrivain-Enseignant)